

**Centre
for Sexuality**



**Mémoire présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des
communes dans le cadre des consultations prébudgétaires**

Présenté par : Centre for Sexuality

Date : 6 août 2020

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement du Canada injecte de nouvelles ressources dans la stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe, en offrant plus particulièrement des ressources dont la province de l'Alberta a désespérément besoin.
- **Recommandation 2** : Que le gouvernement du Canada fasse de nouveaux investissements dans des initiatives communautaires en santé et s'attelle à la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang.
- **Recommandation 3** : Que le gouvernement du Canada lève l'interdiction de don de sang pour les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, centre les critères d'exclusion sur les comportements sexuels plutôt que sur l'orientation sexuelle et déracine les préjugés et la discrimination cultivés pendant des décennies envers les hommes homosexuels, bisexuels et transgenres en raison de l'interdiction.

Centre for Sexuality

Le Centre for Sexuality est un organisme communautaire de renommée nationale qui se consacre à la prévention. Ses programmes et services sont fondés sur des données scientifiques et visent à normaliser la sexualité et la santé sexuelle à toutes les étapes de la vie. Au cours des 48 dernières années, à Calgary, nous nous sommes érigés en tant que figure de proue des domaines de la sexualité, des relations saines, des droits de la personne, de l'identité de genre, de l'orientation sexuelle, de l'égalité et du consentement. Nous nous employons à normaliser la santé sexuelle en Alberta et au Canada en offrant des programmes et services sur la sexualité et la santé de la reproduction fondés sur des données scientifiques, et ce, sans porter de jugement.

Notre offre de programmes et de services est variée : éducation en matière de santé sexuelle dans les écoles, consultations avec les clients, programmation spécialisée pour la communauté LGBTQ+, les parents, les jeunes et les adultes vulnérables, les immigrants, les personnes handicapées, les aînés et les survivants de mauvais traitement, et plus encore. En outre, notre centre de formation propose des ateliers pédagogiques aux professionnels du Canada (enseignants, médecins, infirmières, travailleurs sociaux, intervenants en cas d'urgence, dirigeants d'associations pour les jeunes, spécialistes des ressources humaines, etc.) en vue d'enrichir leurs connaissances et de bien les préparer à intégrer des politiques et des pratiques saines en matière de sexualité au travail et dans la culture organisationnelle.

Nous fournissons une expertise à tous les ordres de gouvernement pour guider l'élaboration de politiques publiques saines et inclusives qui promeuvent l'égalité et le respect pour tous. Tous les aspects de notre travail sont fondés sur des faits et des mesures, ce qui nous permet d'obtenir des résultats significatifs et statistiquement pertinents dans le cadre de nos programmes. Il convient de mentionner que nous servons plus de 40 000 personnes par année et collaborons avec des écoles, des organismes, des groupes communautaires et des entreprises afin d'intégrer la sexualité saine comme partie intégrante du développement humain, du bien-être communautaire et des politiques publiques. Le centre administre également des programmes financés par l'Agence de la santé publique du Canada et le ministère de la Culture, du Multiculturalisme et de la Condition féminine de l'Alberta.

La pandémie de COVID-19 a provoqué des perturbations sans précédent, non seulement pour notre économie, mais aussi pour le tissu social de notre pays. À la veille du rétablissement, nous devons reconstruire une société plus juste et inclusive et faire des investissements à l'appui de l'égalité des chances pour tous les Canadiens, y compris les communautés marginalisées qui souffrent d'inégalités historiques. Le Centre for Sexuality exhorte donc le gouvernement du Canada à adopter des mesures pour rebâtir un Canada meilleur et plus inclusif.

Violence fondée sur le sexe et relance économique juste

Tous les six jours au Canada, une femme est tuée par un partenaire intime, actuel ou ancien. Soulignons également que l'Alberta enregistre l'un des taux les plus élevés de violence familiale au pays¹. Au vu de la crise nationale de violence fondée sur le sexe, nous devons adopter des mesures pour la contrer alors que nous cherchons à nous rétablir de la COVID-19.

¹ Alberta Council of Women's Shelters, *Data Release*, 2019, https://acws.ca/wp-content/uploads/2020/05/ACWS_Data-Release-2019_ACWSWEB.pdf.

En Alberta, le taux de violence familiale a atteint son plus haut niveau en 10 ans². D'ailleurs, toutes les études montrent qu'en temps de tensions économiques, la violence fondée sur le sexe et la violence familiale augmentent, et cette réalité se manifeste dans la province³.

Ajoutons que nos services de soutien dans la province sont également submergés. En 2019, les services de police de Calgary ont notamment reçu près de 25 000 appels liés à la violence familiale. Ils ont qualifié cette situation d'« épidémie », qui a été exacerbée par les catastrophes à l'échelle de la province, comme les feux de forêt, les inondations et d'autres turbulences économiques⁴. Au cours des deux dernières années, 23 247 femmes, enfants et aînés de l'Alberta se sont vu refuser l'accès à des refuges, faute de places disponibles⁵.

Il va sans dire que la pandémie de COVID-19 ne fera qu'intensifier ces conditions de crise. En effet, les premières études internationales ont démontré que le stress causé par l'écllosion de COVID-19 a entraîné une augmentation de la violence pendant le confinement⁶. Ces mêmes tendances se font jour en Alberta. L'Association of Alberta Sexual Assault Services a d'ailleurs signalé une augmentation de 57 % du nombre de personnes demandant de l'aide au début de la pandémie de COVID-19 et du confinement⁷.

Cette violence s'accompagne de conséquences économiques concrètes : selon une étude du ministère de la Justice du Canada, le coût estimatif de la violence familiale au Canada s'élève à 7,4 milliards de dollars par année⁸.

Le gouvernement du Canada doit faire des investissements qui permettront de rebâtir une société où tout le monde est traité humainement et équitablement. Il existe bien des programmes et services pouvant être déployés pour atteindre ce but, mais ils ont désespérément besoin de ressources.

Le Centre for Sexuality travaille auprès de garçons, de filles et de jeunes non binaires pour leur enseigner l'importance du consentement, la diversité des genres et les relations saines. Nous avons par ailleurs démontré les résultats de ces programmes. De fait, les participants au programme WiseGuyz du centre ont signalé une baisse de 37 % des actes d'intimidation après leur participation⁹. Ce qui manque, ce sont les ressources nécessaires pour élargir ces programmes, qui sont axés sur la prévention de la violence fondée sur le sexe et la violence dans les fréquentations chez les jeunes.

² Stephanie Thomas, « Alberta women face highest risk of domestic violence in a decade », *CTV News*, 5 décembre 2019, <https://calgary.ctvnews.ca/alberta-women-face-highest-risk-of-domestic-violence-in-a-decade-1.4717465>.

³ Mélissa Godin, « As Cities Around the World Go on Lockdown, Victims of Domestic Violence Look for a Way Out », *Time*, 18 mars 2020, <https://time.com/5803887/coronavirus-domestic-violence-victims>.

⁴ Hannah Kost, « Calgary faces domestic violence epidemic, experts say », *CBC*, 14 février 2020, <https://www.cbc.ca/news/canada/calgary/domestic-violence-calgary-women-murdered-partner-police-1.5462313>.

⁵ Stephanie Thomas, « Alberta women face highest risk of domestic violence in a decade », *CTV News*, 5 décembre 2019, <https://calgary.ctvnews.ca/alberta-women-face-highest-risk-of-domestic-violence-in-a-decade-1.4717465>.

⁶ Bethany Allen-Ebrahimian, « China's Domestic Violence Epidemic », *Axios*, 7 mars 2020, <https://www.axios.com/china-domestic-violence-coronavirus-quarantine-7b00c3ba-35bc-4d16-afdd-b76ecfb28882.html>.

⁷ Breanna Karstens-Smith, « Coronavirus: Alberta domestic and sexual violence centres see spike in calls », *Global News*, 15 avril 2020, <https://globalnews.ca/news/6824493/alberta-domestic-sexual-assault-increase-calls-coronavirus>.

⁸ The Canadian Press, « Justice Canada study says spousal abuse costs country at least \$7.4 billion a year », *National Post*, 23 décembre 2012, <https://nationalpost.com/news/canada/justice-canada-study-says-spousal-abuse-costs-country-at-least-7-4-billion-a-year>.

⁹ Deineria Exner-Cortens et Debb Hurlock, *Summary of WiseGuyz Research, 2014-2018*, Centre for Sexuality, 2019, rapport d'évaluation interne non publié.

En juin 2017, le gouvernement du Canada annonçait l'initiative *Il est temps : La stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe*, une intervention fédérale contre la violence fondée sur le sexe. Nous sommes à la croisée des chemins : il nous faut investir davantage dans cette stratégie pour lutter contre l'augmentation radicale de violence fondée sur le sexe et de traumatismes occasionnée par la pandémie de COVID-19 et favoriser un rétablissement juste.

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement du Canada injecte de nouvelles ressources dans la stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe, en offrant plus particulièrement des ressources dont la province de l'Alberta a désespérément besoin.

Prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang

Au sortir de la pandémie de COVID-19, il est impératif que le Canada fasse de nouveaux investissements pour veiller à ce que notre système de soins de santé soit prêt à composer avec les difficultés qui referont surface après le confinement. Au même moment, les experts en psychologie s'attendent à ce que les activités sexuelles connaissent une hausse ou, du moins, retrouvent leur niveau normal. Nous devrions également voir les comportements normaux resurgir dans notre quotidien alors que notre société se rétablit¹⁰. L'un des éléments clés du rétablissement sera donc notre capacité à gérer cette transition en toute sécurité. Tout comme la COVID-19, les infections transmissibles sexuellement et par le sang touchent de manière disproportionnée les communautés marginalisées; ainsi, un rétablissement inclusif devra inclure des investissements visant à corriger ces inégalités.

Le Canada était déjà aux prises avec des difficultés importantes engendrées par l'augmentation des infections transmissibles sexuellement et par le sang. En effet, le taux d'infection par la chlamydia et la gonorrhée au Canada augmentait déjà avant l'éclosion de COVID-19. De son côté, l'Alberta est en plein cœur d'une flambée de syphilis, où le taux d'infection n'a jamais été aussi élevé en 70 ans¹¹. Alors que les Canadiens sortent de l'isolement et reprennent leurs pratiques sexuelles normales, les taux d'infection déjà élevés risquent d'augmenter en flèche. De plus, certaines installations de production et voies d'approvisionnement ont été interrompues, ce qui pourrait mener à une pénurie de préservatifs et d'autres contraceptifs. Il apparaît d'autant plus important d'investir dans l'éducation et les mesures de prévention pour promouvoir des comportements sexuels sains et sûrs¹².

Il est à noter que les infections transmissibles sexuellement et par le sang ont également un coût économique important. Or, les investissements dans la prévention améliorent les résultats pour la santé et permettent de réaliser des économies réelles. De 1987 à 2011, des programmes communautaires à l'échelle de la province ont permis d'éviter 16 672 infections par le VIH, ce qui représente une économie approximative de 6,5 milliards de dollars pour le système de soins de santé

¹⁰ Eric W. Dolan, « New psychology studies provide insight into changes in sexual behavior amid the coronavirus pandemic », *PsyPost*, <https://www.psypost.org/2020/04/new-psychology-studies-provide-insight-into-changes-in-sexual-behavior-amid-the-coronavirus-pandemic-56655>.

¹¹ CBC, « 'Alarming' increase in sexually transmitted infections found across Canada », sur le site de l'auteur, 1^{er} août 2019, <https://www.cbc.ca/news/health/sti-rates-canada-1.5230987>.

¹² Liz Lee, « COVID-19: World's biggest condom producer warns of global shortage », *Global News*, 27 mars 2020, <https://globalnews.ca/news/6743979/condom-shortage-coronavirus>.

de l'Ontario¹³. Selon une étude, la perte économique nette relative attribuée aux infections récentes par le VIH est estimée à 4 031 500 000 \$, ou 1,3 million de dollars par personne, dont plus de la moitié représente la perte de productivité du travail¹⁴. Bref, les preuves sont claires : les investissements dans la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang sont rentables.

Rappelons que les infections transmissibles sexuellement et par le sang touchent de manière disproportionnée les communautés marginalisées, ce qui crée un cercle vicieux lorsqu'elles s'ajoutent à d'autres obstacles comme la stigmatisation, l'accessibilité et la pauvreté, qui limitent l'accès aux soins de santé. Pour garantir un rétablissement inclusif, il est essentiel de faire des investissements qui renforceront nos services de prévention et de soutien.

- **Recommandation 2** : Que le gouvernement du Canada fasse de nouveaux investissements dans des initiatives communautaires en santé et s'attelle à la prévention des infections transmissibles sexuellement et par le sang.

Interdiction de don de sang et rétablissement juste pour tous les Canadiens

Depuis 1992, le Canada maintient une interdiction de don de sang pour les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes. Cette interdiction est totalement injuste et encourage la discrimination et la stigmatisation envers les hommes homosexuels, bisexuels et transgenres. Elle cultive également un système injustifié et préjudiciable qui limite arbitrairement les dons de sang à un moment où ils sont particulièrement vitaux.

À la suite d'une forte diminution des dons (d'environ 20 %), la Société canadienne du sang a annoncé qu'elle était confrontée à une grave pénurie de sang et de plasma¹⁵. Il y a parallèlement eu une augmentation de la demande de sang et particulièrement de plasma pour aider les patients à se remettre de la COVID-19¹⁶.

Jusqu'à maintenant, le Canada a préconisé une approche graduelle pour lever l'interdiction de don de sang et a réduit la période d'exclusion permanente en 2013, 2016 et 2019. Toutefois, cette façon de faire n'offre aucune justice aux hommes homosexuels, bisexuels et transgenres victimes de discrimination et de stigmatisation en raison du maintien de l'interdiction, et aucune preuve ne justifie ce maintien. Suivant une analyse de Santé Canada, « ces réductions, qui sont fondées sur des données probantes, n'ont pas fait augmenter le nombre de dons de sang séropositif¹⁷ ».

Bien d'autres politiques pourraient être mises en place à la place d'une interdiction discriminatoire qui encourage l'homophobie et cible les hommes homosexuels, bisexuels et transgenres. De

¹³ JoAnn Kingston-Riechers, *Le coût économique du VIH/sida au Canada*, Société canadienne du sida, 2011, <http://www.cdnaids.ca/wp-content/uploads/Le-co%C3%BBt-%C3%A9conomique-du-VIH-sida-au-Canada.pdf>.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ The Canadian Press, « 'On the precipice': COVID-19 has Canadian Blood Services worried about shortage », *The Globe and Mail*, 16 mars 2020, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-on-the-precipice-covid-19-has-canadian-blood-services-worried-about>.

¹⁶ Teresa Wright, « Calls grow for Trudeau to end ban on gay blood donors », *National Post*, 13 juin 2020, <https://nationalpost.com/news/canada/calls-grow-for-trudeau-to-end-msm-blood-donation-ban>.

¹⁷ Canada, ministère de la Santé, *Déclaration de la ministre de la Santé au sujet de mesures visant à réduire davantage les obstacles au don de sang pour les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes*, Ottawa, 8 mai 2019, <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/nouvelles/2019/05/declaration-de-la-ministre-de-la-sante-au-sujet-de-mesures-visant-a-reduire-davantage-les-obstacles-au-don-de-sang-pour-les-hommes-ayant-des-relati.html>.

nombreux pays, dont la France, ont adopté un processus de dépistage sanguin non sexiste¹⁸. Il est grand temps que le Canada fasse de même.

Bon nombre de leaders du gouvernement ont qualifié l'interdiction de « discriminatoire » et ont affirmé qu'elle « fait abstraction des preuves scientifiques et doit être levée ». Pourtant, elle reste bel et bien en vigueur. La pandémie de COVID-19 a créé un besoin criant de dons de sang et de plasma. Elle offre par le fait même la possibilité de rendre enfin justice aux personnes ayant souffert de discrimination et de stigmatisation en raison de l'interdiction. Si nous voulons un rétablissement juste et inclusif, il nous faut agir maintenant.

Recommandation 3 : Que le gouvernement du Canada lève l'interdiction de don de sang pour les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, centre les critères d'exclusion sur les comportements sexuels plutôt que sur l'orientation sexuelle et déracine les préjugés et la discrimination cultivés pendant des décennies envers les hommes homosexuels, bisexuels et transgenres en raison de l'interdiction.

¹⁸ Teresa Wright, « Calls grow for Trudeau to end ban on gay blood donors », *National Post*, 13 juin 2020, <https://nationalpost.com/news/canada/calls-grow-for-trudeau-to-end-msm-blood-donation-ban>.